

**Comité préparatoire
de la Conférence des Parties
chargée d'examiner le Traité
sur la non-prolifération
des armes nucléaires en 2015**

15 avril 2013
Français
Original : anglais

Deuxième session

Genève, 22 avril-3 mai 2013

**Appliquer le principe de la transparence
en matière de désarmement nucléaire**

**Document de travail présenté par le Brésil au nom
de l'Afrique du Sud, de l'Égypte, de l'Irlande,
du Mexique et de la Nouvelle-Zélande, en tant que
membres de la Coalition pour un nouvel agenda**

Introduction

1. Tous les États parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, y compris les États dotés d'armes nucléaires, se sont engagés à poursuivre des politiques qui soient pleinement compatibles avec le Traité et avec l'objectif d'un monde exempt d'armes nucléaires.
2. À la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2000, les États parties sont convenus d'adopter un certain nombre de mesures concrètes dans le cadre des efforts progressifs et systématiques visant l'application de l'article VI du Traité et des paragraphes 3 et 4 c) de la décision de 1995 sur les « Principes et objectifs de la non-prolifération et du désarmement nucléaires ». Au nombre de ces mesures figurait l'engagement sans équivoque de la part des États dotés d'armes nucléaires à parvenir à l'élimination complète de leurs armes nucléaires et à appliquer le principe d'irréversibilité au désarmement nucléaire et aux autres mesures connexes de réduction et de contrôle des armements.
3. Le Document final de la Conférence d'examen de 2000 appelle à un renforcement de la transparence de la part des États dotés d'armes nucléaires pour ce qui est des capacités en matière d'armes nucléaires et de l'application des accords, conformément à l'article VI, et en tant que mesure volontaire de renforcement de la confiance visant à faire progresser le désarmement nucléaire.
4. La Conférence d'examen de 2010 a vu la réaffirmation des principes de transparence, d'irréversibilité et de vérifiabilité, gages d'un renforcement de la confiance et d'un désarmement durable.



5. La transparence est étroitement liée à la définition des responsabilités. L'adoption de mesures de transparence est cruciale non seulement pour la crédibilité des initiatives de désarmement, mais aussi pour permettre d'évaluer l'application du Traité. Les efforts déployés pour améliorer la transparence constituent un cercle vertueux par lequel la confiance est peu à peu renforcée, ce qui vient faciliter l'accomplissement de nouveaux progrès.

6. On examine ici les mesures de transparence et de confiance prises dans le cadre du Traité par les États dotés d'armes nucléaires, au regard des responsabilités particulières qui sont les leurs en matière de désarmement nucléaire et des obligations spécifiques qui leur incombent en matière d'établissement de rapports au titre du plan d'action adopté lors de la Conférence d'examen de 2010. On trouvera décrits en annexe les obligations, engagements et initiatives en vigueur en matière de transparence, ainsi que les propositions faites précédemment par la Coalition pour un nouvel agenda pour améliorer la transparence du désarmement nucléaire.

Mesures de transparence et de confiance prises par les États dotés d'armes nucléaires

7. En 1995, les États dotés d'armes nucléaires ont commencé de fournir divers types de données sur leur application de l'article VI du Traité dans le cadre de la procédure d'examen. Si on doit y voir le signe certain d'une amélioration de la transparence, ces communications de données ne sont pas exhaustives, rationalisées ni sujettes à vérification.

8. L'étendue des informations communiquées sur les armes nucléaires varie largement d'un État doté d'armes nucléaires à l'autre. Le manque de transparence concernant les têtes militaires, qui ne sont couvertes par aucun régime de contrôle, est particulièrement préoccupant. Par exemple, on ne dispose d'aucune information sur les stocks d'armements nucléaires tactiques.

9. Il n'existe pas de dispositif institutionnel chargé de veiller à ce que les États dotés d'armes nucléaires respectent leurs obligations en matière de désarmement. Plusieurs d'entre eux communiquent des données sur les réductions de leur arsenal, mais le volume, la nature et le type des informations communiquées en compliquent l'évaluation.

10. Tous les États dotés d'armes nucléaires, sauf un, ont fait des déclarations ou publié des documents offrant certains détails sur leur arsenal nucléaire ou donné des informations à partir desquelles on peut au moins se faire une idée de l'étendue de cet arsenal. Toutefois, il n'existe pas à cet effet de formulaire de notification standard, ce qui rend les comparaisons difficiles. Les États dotés d'armes nucléaires ne sont pas encore convenus d'un formulaire unique de notification ni de la périodicité appropriée pour sa présentation, comme prévu à la mesure n° 21 du plan d'action adopté lors de la Conférence d'examen de 2010.

11. Les cinq États dotés d'armes nucléaires se sont réunis pour étudier certains aspects de l'application du plan d'action adopté lors de la Conférence d'examen de 2010. Ils ont apparemment mis l'accent lors de ces échanges sur la transparence, les doctrines nucléaires et la vérification, en reconnaissant que ce sont des mesures importantes pour asseoir les nouveaux efforts de désarmement sur des bases solides. Ils ont annoncé la création d'un groupe de travail qui constituerait un glossaire des principaux termes nucléaires pour faciliter les consultations et les échanges à

l'avenir. L'organisation de ces réunions entre les États dotés d'armes nucléaires est un développement bienvenu, qui va dans le sens des engagements qu'ils ont pris à la Conférence de 2010. Il n'est pas encore clair si ces réunions ont permis d'améliorer la confiance entre les États dotés d'armes nucléaires ni si elles auront pour effet de la renforcer entre eux et les États qui ne sont pas dotés d'armes nucléaires.

12. La douzième des 13 mesures concrètes en vue de l'application de l'article VI du Traité, adoptées lors de la Conférence d'examen de 2000, prévoit la présentation, par tous les États parties, de rapports réguliers sur la mise en œuvre de l'article VI et de l'alinéa c) du paragraphe 4 de la décision de 1995. Par ailleurs, les États parties sont appelés au titre de la mesure n° 20 à présenter régulièrement des rapports sur leur application du plan d'action.

13. Conformément à la mesure n° 21, le Bureau des affaires de désarmement de l'Organisation des Nations Unies a ouvert un site Web qui constituera une base centrale de données pour les renseignements communiqués par les États dotés d'armes nucléaires, en application du plan d'action adopté à la Conférence d'examen de 2010. Aucune information n'a été communiquée à ce jour. Pour que cette base centrale de données prenne forme, les États dotés d'armes nucléaires doivent l'alimenter.

14. La Coalition pour un nouvel agenda est d'avis que ces questions devraient être examinées de manière approfondie lors de la Conférence d'examen de 2015.

À l'avenir : transparence en matière de désarmement nucléaire

15. Lors de la Conférence d'examen de 2000, les États parties sont convenus d'adopter des mesures concrètes dans le cadre des efforts systématiques et progressifs déployés pour appliquer l'article VI (« les 13 mesures concrètes »). Parmi ces mesures décrites dans le Document final figurait le renforcement de la transparence de la part des États dotés d'armes nucléaires pour ce qui est des capacités en matière d'armes nucléaires et de l'application des accords, conformément à l'article VI, et en tant que mesure volontaire de renforcement de la confiance visant à faire progresser le désarmement nucléaire. La Conférence d'examen de 2010 a vu la réaffirmation des principes d'irréversibilité, de vérifiabilité et de transparence, comme facteurs d'un renforcement de la confiance qui viendraient faciliter un désarmement durable. En prenant comme point de départ les 13 mesures concrètes susmentionnées, les États parties sont convenus d'adopter la mesure n° 5 du plan d'action.

16. La transparence est indispensable pour instaurer un climat de confiance, non seulement au sein des États dotés d'armes nucléaires, mais aussi entre eux et ceux qui n'en sont pas dotés. Dans le cadre du Plan d'action de 2010, les États parties sont donc invités, au titre de la mesure n° 5, à faire rapport en 2014 au Comité préparatoire sur les mesures qu'ils auront prises dans ce domaine. La Conférence d'examen de 2015 dressera un bilan et envisagera les prochaines mesures à prendre en vue de l'application intégrale de l'article VI.

17. Il importe de préciser les points de départ pour pouvoir mesurer les progrès accomplis. Étant donné le caractère hétérogène des informations communiquées à ce jour par les États dotés d'armes nucléaires, les rapports soumis au Comité préparatoire en 2014 doivent être l'occasion de faire œuvre d'harmonisation.

18. La Coalition pour un nouvel agenda est d'avis que lorsqu'ils feront rapport en 2014 sur les mesures qu'ils ont prises pour appliquer la mesure n° 5 et donner effet au principe de transparence, les États dotés d'armes nucléaires devront au moins communiquer les informations suivantes :

Mesure n° 5 a) : des informations doivent être communiquées pour que tous les États parties puissent comprendre la situation de départ des États dotés d'armes nucléaires et l'étendue des progrès qu'ils auront accomplis pour réduire le nombre de leurs têtes militaires. À cet égard, tous les États dotés d'armes nucléaires devraient divulguer des données officielles sur la taille de leur arsenal nucléaire et les vecteurs à leur disposition. Deuxièmement, ils devraient informer les États parties du nombre de têtes nucléaires et de vecteurs supprimés en application de l'article VI. Troisièmement, ils devraient tous faire part des mesures qu'ils prévoient de prendre pour réduire encore le nombre de leurs armes nucléaires et de leurs vecteurs;

Mesure n° 5 b) : des informations doivent être communiquées sur les mesures prises pour aborder la question concernant toutes les armes nucléaires, quel que soit leur type ou leur emplacement. À cet effet, tous les États dotés d'armes nucléaires devraient fournir toutes les données agrégées et ventilées voulues;

Mesure n° 5 c) : tous les États dotés d'armes nucléaires devraient donner des informations sur la manière dont ils ont encore réduit le rôle et l'importance des armes nucléaires dans leurs concepts, doctrines et politiques militaires et de sécurité depuis 2010;

Mesure n° 5 d) : tous les États dotés d'armes nucléaires devraient indiquer les mesures et politiques qu'ils envisagent pour empêcher le recours aux armes nucléaires et aboutir à terme à leur élimination;

Mesure n° 5 e) : tous les États dotés d'armes nucléaires devraient donner des informations sur les mesures qu'ils ont prises pour réduire le niveau de disponibilité opérationnelle des systèmes d'armes nucléaires et lever l'état d'alerte le cas échéant;

Mesure n° 5 f) : tous les États dotés d'armes nucléaires devraient donner des informations sur les mesures qu'ils ont prises pour réduire le risque d'emploi accidentel des armes nucléaires;

Mesure n° 5 g) : tous les États dotés d'armes nucléaires devraient donner des informations sur les mesures prises pour améliorer encore la transparence et renforcer la confiance mutuelle, non seulement entre États dotés d'armes nucléaires, mais aussi entre ces États et ceux qui ne sont pas dotés d'armes nucléaires.

19. Les cinq États dotés d'armes nucléaires se sont réunis régulièrement pour évoquer certains aspects de l'application du plan d'action et devraient communiquer plus de détails sur les résultats de ces réunions.

20. À la Conférence d'examen de 2015, tous les États dotés d'armes nucléaires devraient s'engager à présenter tous les ans des rapports exacts, complets et exhaustifs sur leurs arsenaux nucléaires et leurs stocks d'uranium et de plutonium hautement enrichis de qualité militaire, en retraçant l'historique de la production de ces produits, ainsi que sur les matières irréversiblement retirées de programmes militaires.

21. Ces informations devraient être adressées au Bureau des affaires de désarmement de l'Organisation des Nations Unies et publiées sur le site Web qui a été ouvert pour servir de base centrale de données regroupant les renseignements communiqués par les États dotés d'armes nucléaires, comme prévu dans la mesure n° 21 du plan d'action de 2010.

22. En plus d'améliorer la transparence en ce qui concerne l'application de la mesure n° 5, les États dotés d'armes nucléaires sont invités à instaurer un climat de confiance s'agissant du respect des obligations qui leur incombent en matière de désarmement nucléaire au titre de l'article VI.

23. Enfin, le principe de la transparence devant s'appliquer à tous les États parties, les États qui ont conclu des alliances militaires avec des États dotés d'armes nucléaires devraient faire connaître les mesures qu'ils ont prises ou comptent prendre pour réduire ou éliminer le rôle des armes nucléaires dans leurs doctrines de sécurité collective, ce qui constituerait une importante mesure de transparence et de confiance.

Annexe

Obligations, engagements et initiatives en vigueur en matière de transparence

Plan d'action de 2010

- Mesure n° 1 : tous les États parties s'engagent à adopter des politiques pleinement conformes au Traité et à atteindre l'objectif d'un monde exempt d'armes nucléaires.
- Mesure n° 2 : tous les États parties s'engagent à appliquer les principes d'irréversibilité, de vérifiabilité et de transparence s'agissant de l'exécution de leurs obligations contractées en vertu du Traité.
- Mesure n° 5 : les États dotés d'armes nucléaires s'engagent à accélérer les progrès concrets sur les mesures tendant au désarmement nucléaire, énoncées dans le Document final de la Conférence d'examen de 2000, de façon à promouvoir la stabilité, la paix et la sécurité internationales, sur la base d'une sécurité non diminuée et plus grande pour tous. À cette fin, ils sont invités à se concerter promptement pour :
 - a) Progresser rapidement vers une réduction globale du stock mondial de tous les types d'armes nucléaires visés dans la mesure n° 3;
 - b) Aborder la question concernant toutes les armes nucléaires, quel que soit leur type ou leur emplacement, en tant que partie intégrante du processus général de désarmement nucléaire;
 - c) Réduire encore le rôle et l'importance des armes nucléaires dans tous les concepts, doctrines et politiques militaires et de sécurité;
 - d) Examiner les politiques susceptibles d'empêcher le recours aux armes nucléaires et d'aboutir à terme à leur élimination, de réduire le danger de guerre nucléaire et de contribuer à la non-prolifération et au désarmement nucléaires;
 - e) Prendre en considération les intérêts légitimes des États non dotés d'armes nucléaires pour ce qui est de réduire encore le niveau de disponibilité opérationnelle des systèmes d'armes nucléaires selon des modalités propres à favoriser la stabilité et la sécurité internationales;
 - f) Réduire le risque d'emploi accidentel des armes nucléaires;
 - g) Améliorer encore la transparence et renforcer la confiance mutuelle.

Les États dotés d'armes nucléaires sont invités à faire rapport en 2014 au Comité préparatoire sur les mesures décrites ci-dessus. La Conférence d'examen de 2015 dressera un bilan et envisagera les prochaines mesures à prendre en vue de l'application intégrale de l'article VI.

- Mesure n° 19 : tous les États conviennent qu'il importe d'appuyer la coopération entre les gouvernements, l'Organisation des Nations Unies, les autres organisations internationales et régionales et la société civile afin de renforcer la confiance, d'améliorer la transparence et de mettre en place des moyens de vérification efficaces en matière de désarmement nucléaire.

- Mesure n° 20 : les États parties devraient, dans le cadre du processus renforcé d'examen du Traité, présenter régulièrement des rapports sur l'application du présent plan d'action ainsi que l'article VI, de l'alinéa c) du paragraphe 4 de la décision de 1995 intitulée « Principes et objectifs de la non-prolifération et du désarmement nucléaires » et des mesures concrètes convenues dans le Document final de la Conférence d'examen de 2000, et compte tenu de l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice en date du 8 juillet 1996.
- Mesure n° 21 : en tant que mesure de confiance, tous les États dotés d'armes nucléaires sont encouragés à adopter dans les meilleurs délais un formulaire unique de notification et à déterminer la périodicité appropriée pour sa présentation afin de fournir à titre volontaire des informations de référence, sans compromettre la sécurité nationale. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est invité à créer une base centrale de données accessible au public qui comprendra les renseignements communiqués par les États dotés d'armes nucléaires.

Conférence d'examen de 2000

- La neuvième des 13 mesures concrètes adoptées à la Conférence d'examen de 2000 en vue de l'application de l'article VI, a trait au renforcement de la transparence de la part des États dotés d'armes nucléaires pour ce qui est des capacités en matière d'armes nucléaires et de l'application des accords, conformément à l'article VI, et en tant que mesure volontaire de renforcement de la confiance visant à faire progresser le désarmement.
- La mesure n° 12 prévoit l'établissement par tous les États parties de rapports réguliers sur la mise en œuvre de l'article VI et de l'alinéa c) du paragraphe 4 des Principes et objectifs de 1995 concernant la non-prolifération et le désarmement nucléaires : une action résolue, systématique et progressive de la part des États dotés d'armes nucléaires afin de réduire globalement les armements nucléaires pour finalement les éliminer, et la poursuite d'efforts déterminés par tous les États pour parvenir à un désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace.

Conférence de 1995 des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires chargée d'examiner le Traité et la question de sa prorogation

- Au paragraphe 7 de la décision 1, intitulée « Renforcement du processus d'examen du Traité », la Conférence est convenue que les conférences d'examen devraient se tourner aussi bien vers l'avenir que vers le passé. Elles devraient évaluer les résultats obtenus durant la période considérée, y compris le respect des engagements souscrits par les États parties en vertu du Traité, et déterminer les domaines dans lesquels il conviendrait de progresser davantage à l'avenir, ainsi que les moyens d'y parvenir. Elles devraient aussi examiner spécifiquement ce qui pourrait être fait pour renforcer l'application du Traité et assurer son universalité.
- En préambule de la décision 2, intitulée « Principes et objectifs de la non-prolifération et du désarmement nucléaires », il est indiqué que le désarmement nucléaire et la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire devraient être mis énergiquement

en œuvre et que les progrès, les réalisations et les carences devraient être évalués périodiquement dans le cadre du processus d'examen prévu au paragraphe 3 de l'article VIII du Traité (tous les cinq ans).

- Au troisième paragraphe de la décision 2, ayant trait au désarmement nucléaire, il est rappelé que le désarmement nucléaire est considérablement facilité par la détente internationale et le renforcement de la confiance entre les États qui ont résulté de la fin de la guerre froide. Les engagements pris aux termes du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en matière de désarmement nucléaire doivent donc être résolument remplis. À cet égard, les États dotés d'armes nucléaires ont réaffirmé, comme indiqué à l'article VI, qu'ils étaient résolus à poursuivre de bonne foi des négociations sur des mesures efficaces relatives au désarmement nucléaire.

Propositions déjà faites par la Coalition pour un nouvel agenda pour améliorer la transparence en matière de désarmement nucléaire

La Coalition pour un nouvel agenda a toujours suggéré des mesures que pourraient prendre les États parties au Traité pour garantir l'application du principe de transparence. Dans les documents de travail publiés sous les cotes NPT/CONF.2005/WP.27 et NPT/CONF.2010/WP.8, elle a notamment appelé à l'adoption des mesures ci-après :

- Les États dotés d'armes nucléaires devraient, comme un premier pas sur la voie du désarmement nucléaire, faire preuve de davantage de transparence en ce qui concerne leurs arsenaux nucléaires et leurs stocks de matières fissiles;
- Les États dotés d'armes nucléaires devraient prendre davantage de mesures pour faire preuve d'une plus grande transparence et mieux définir les responsabilités en ce qui concerne les arsenaux nucléaires et l'adoption de mesures de désarmement, et ils sont tenus de rendre compte de ces efforts comme ils en sont convenus au titre de la mesure concrète n° 12 lors de la Conférence d'examen de 2000.

Activités menées depuis 2010 par la Coalition pour un nouvel agenda en faveur d'une plus grande transparence

Dans les documents de travail qu'elle a soumis au Comité préparatoire en 2012 (NPT/CONF.2015/PC.I/WP.29 et NPT/CONF.2015/PC.I/WP.30), la Coalition a insisté sur les points suivants, en rapport aux obligations découlant du plan d'action de 2010 en matière de transparence :

- Les informations communiquées par certains États dotés d'armes nucléaires sur leurs arsenaux nucléaires et les progrès accomplis sur la voie de l'application du nouveau START constituent d'importantes mesures de confiance. S'il faut saluer l'initiative récente prise par les cinq États dotés d'armes nucléaires pour aborder ces questions, ils n'ont donné aucune information sur les efforts qu'ils déploient pour améliorer la transparence et la confiance mutuelle;
- Dans la partie du plan d'action de 2010 consacrée au désarmement nucléaire, les États dotés d'armes nucléaires sont convenus d'adopter trois initiatives spécifiques pour rendre compte de l'évolution de la situation dans ce domaine. Ils ont été invités à faire rapport en 2014 au Comité préparatoire de la

Conférence d'examen de 2015 sur les progrès concrets qu'ils auraient alors accomplis sur la voie du désarmement nucléaire. Ils ont également été encouragés à adopter dans les meilleurs délais un formulaire unique de notification et à déterminer la périodicité appropriée pour sa présentation afin de fournir à titre volontaire des informations de référence, sans compromettre la sécurité nationale. Par ailleurs, il leur a été demandé – comme à tous les États parties – de présenter régulièrement des rapports, dans le cadre du processus d'examen renforcé du Traité, sur l'application du plan d'action de 2010. Peu de progrès ont été accomplis à ce jour pour ce qui est de ces deux dernières requêtes;

- Il est particulièrement important que les États dotés d'armes nucléaires parviennent à susciter davantage de confiance en leur volonté de tenir leurs engagements, notamment en prenant des mesures de transparence plus efficaces. À cet égard, lors de la Conférence d'examen de 2010, il a été réaffirmé qu'il était urgent que les États dotés d'armes nucléaires prennent, en vue du désarmement nucléaire, les mesures concrètes prévues dans le Document final de la Conférence d'examen de 2000. Les États dotés d'armes nucléaires doivent donc se concerter promptement pour accélérer le rythme des progrès accomplis par rapport à ces mesures concrètes, notamment en appliquant la mesure n° 5. Ils sont priés de soumettre régulièrement des rapports détaillés sur l'application de la mesure n° 5, ainsi d'ailleurs que sur les autres éléments du plan d'action;
- Les États dotés d'armes nucléaires sont priés de donner effet à la mesure n° 21 du plan d'action de 2010 en convenant à titre prioritaire d'un formulaire unique de notification et de la périodicité appropriée pour sa présentation, ce qui serait également conforme à la mesure n° 20, dans laquelle il est noté que les États devraient présenter régulièrement des rapports;
- Conformément à l'engagement pris au titre de la mesure n° 5 g) du plan d'action de 2010 d'améliorer la transparence et de renforcer la confiance mutuelle, les États dotés d'armes nucléaires devraient s'engager à présenter tous les ans des rapports exacts, complets et exhaustifs sur leurs arsenaux nucléaires et leurs stocks d'uranium et de plutonium hautement enrichis de qualité militaire, en retraçant l'historique de la production de ces produits, ainsi que sur les matières irréversiblement retirées de programmes militaires, en application de tous les articles du Traité, et en particulier de ses articles premier et II;
- Outre les mesures prévues et les rapports qu'ils doivent présenter au titre du plan d'action de 2010, les États dotés d'armes nucléaires sont encouragés à prendre des mesures supplémentaires pour susciter confiance en leur volonté de tenir les obligations qui sont les leurs en matière de désarmement nucléaire au titre de l'article VI. Par ailleurs, tous les États qui ont conclu des alliances militaires avec des États dotés d'armes nucléaires devraient faire connaître les mesures qu'ils ont prises ou comptent prendre pour réduire ou éliminer le rôle des armes nucléaires dans leurs doctrines de sécurité collective, ce qui constituerait une importante mesure de transparence et de confiance.